

Tribune socialiste

N° 334 / 29 JUIN 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

SPECIAL CONGRÈS



Un nouveau départ

Michel ROCARD Secrétaire National du P.S.U.

Organismes directeurs du P.S.U. après le V^e Congrès

Bureau National

Au cours de sa première réunion (27 juin), le Bureau National a fixé ainsi la répartition des charges :

Michel Rocard, Secrétaire National.

Jean Arthuys, Information dans le Parti.

André Barthélémy, Coordination entre activités parlementaires et action militante.

Manuel Bridier, Problèmes du Tiers-Monde.

Gérard Carles, Relations syndicales.

Robert Chapuis, Enseignement, culture, jeunesse.

Claude Dubois, Propagande.

Michel Fontes, Formation.

Daniel Frachon, Trésorier National.

Georges Gontcharoff, Affaires régionales. Service des Elus.

Christian Guerche, Directeur de Tribune Socialiste.

Marc Heurgon, Organisation, implantation.

Jacques Malterre, Emploi et Lutes sociales.

Pierre Marchi, Action dans les entreprises.

Jean-François Pertus, Relations avec la presse.

Pierre Ringuet, Administration du Parti.

Jean-Marie Vincent, Problèmes Internationaux, Vietnam.

Comité Politique National

LISTE MAJORITAIRE : 49 Elus.

Jean Arthuys (Seine-Saint-Denis), 41 ans, animateur organisation de jeunesse.

Jean Bars (Côtes-du-Nord), 55 ans, professeur, Conseiller Municipal de Saint-Brieuc.

André Barthélémy (Rhône), 31 ans, professeur CEG, Secrétaire Fédéral.

Abraham Behar (Hauts-de-Seine), 35 ans, Assistant Faculté de Médecine.

Manuel Bridier (Val-de-Marne), 42 ans, fonctionnaire.

Gérard Carles (Paris), 28 ans, postier.

Fernand Cavaroz (Meurthe-et-Moselle), 59 ans, ouvrier.

Robert Chapuis (Paris), 34 ans, professeur.

Albert Chiffard (Pas-de-Calais), 48 ans, cheminot, Secrétaire Fédéral.

Jacques Compère (Gard), 40 ans, employé, Adjoint au Maire de Nîmes.

Claude Dubois (Paris), 39 ans, inspecteur P. et T.

Michel Fontes (Calvados), 31 ans, inspecteur du Trésor, Secrétaire Fédéral.

Daniel Frachon (Yvelines), 35 ans, animateur culturel.

Claude Glayman (Hauts-de-Seine), 34 ans, journaliste.

Georges Gontcharoff (Hauts-de-Seine), 38 ans, professeur CEG, Secrétaire Fédéral.

Christian Guerche (Val-de-Marne), 39 ans, journaliste.

Marc Heurgon (Paris), 39 ans, professeur.

Michel Hollard (Isère), 26 ans, chercheur, Secrétaire Fédéral.

Robert Hugon (Haute-Savoie), 46 ans, vétérinaire.

Jacques Kergoat (Paris), 28 ans, journaliste.

Jean-Pierre Lacharnay (Côte-d'Or), 29 ans, comptable, Secrétaire Fédéral.

Bernard Lambert (Loire-Atlantique), 36 ans, agriculteur, ancien député.

Jean Lambert (Ardennes), 46 ans, docteur.

Luc Lapiere (Vienne), 33 ans, secrétaire d'intendance.

Philippe Laubreaux (Paris), 26 ans, employé, Secrétaire Fédéral.

Henri Leclerc (Hauts-de-Seine), 33 ans, avocat.

Alain Le Dilosquer (Finistère), 46 ans, professeur, Conseiller Municipal de Pont-l'Abbé.

Claude Lantigny (Paris), 28 ans, ingénieur de ventes.

Joseph Linder (Moselle), 52 ans, employé, Secrétaire Fédéral.

Jacques Malterre (Paris), 39 ans, économiste.

Pierre Marchi (Paris), 40 ans, agent E.D.F.

Georges Minazzi (Doubs), 45 ans, dessinateur, Secrétaire Fédéral.

Pierre Molino (Hérault), 32 ans, professeur, Secrétaire Fédéral.

Alexandre Montariol (Haute-Garonne), 53 ans, instituteur, Secrétaire Fédéral.

Pierre Naville (Paris), 63 ans, sociologue.

Pierre Noël (Vosges), 39 ans, professeur, Maire de Saint-Dié.

Michel Oriol (Alpes-Maritimes), 42 ans, professeur.

Jean-François Pertus (Maine-et-Loire), 24 ans, étudiant, Secrétaire National des E.S.U.

Jean Petit (Seine-Saint-Denis), 32 ans, agent d'assurances, Secrétaire Fédéral.

Rodolphe Prager (Paris), 49 ans, agent de tourisme.

Marcel Pierre (Loire), 43 ans, professeur, Secrétaire Fédéral.

Albert Renouf (Ille-et-Vilaine), 51 ans, cheminot.

Pierre Ringuet (Val-de-Marne), 39 ans, fonctionnaire.

Michel Rocard (Paris), 37 ans, inspecteur des Finances.

René Schulbaum (Haute-Marne), 53 ans, agent d'assurances, Secrétaire Fédéral.

Suzanne Séjour (Maine-et-Loire), 47 ans.

Jean Verlhac (Isère), 44 ans, Adjoint au Maire de Grenoble.

Jean-Marie Vincent (Hauts-de-Seine), 33 ans, chercheur.

David Weil (Paris), 50 ans, avocat, Conseiller Municipal de Paris.

LISTE MINORITAIRE : 21 Elus.

Paul Bosc (Yvelines), 46 ans, ingénieur.

Maurice Combes (Loiret), 39 ans, cheminot.

Gérard Constant (Isère), 34 ans, journaliste.

Gérard Denecker (Corrèze), 35 ans, professeur, Secrétaire Fédéral.

André Didier (Drôme), 37 ans, postier, Secrétaire Fédéral.

Jean-Marie Faivre (Nord), 31 ans, professeur.

Christian Farjon (Yvelines), 32 ans, éditeur.

Roger Favennec (Val-d'Oise), 36 ans, Inspecteur des Impôts, Conseiller Municipal de Sarcelles.

André Garnier (Loire), 40 ans, employé.

Michel Joch (Val-de-Marne), 28 ans, cadre commercial.

Jean-François Kesler (Nièvre), 35 ans, administrateur civil.

Jean Lallemand (Meurthe-et-Moselle), 37 ans, professeur.

Gabriel Léotard (Savoie), 47 ans, employé, Secrétaire Fédéral.

Jacques Marouby (Eure), 44 ans, pharmacien, Secrétaire Fédéral.

René Maurice (Meurthe-et-Moselle), 47 ans.

Roger Noulé (Paris), 57 ans, journaliste.

Robert Peyron (Val-d'Oise), 42 ans, professeur.

Jean Pivasset (Bouches-du-Rhône), 32 ans, assistant Faculté.

Roger Sécher (Maine-et-Loire), 54 ans, surveillant de travaux.

Yves Tavernier (Essonne), 30 ans, attaché de recherches, Secrétaire Fédéral.

Laurent Trenac (Loire), 31 ans, économiste.

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
22, rue de Grenelle
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

A nos lecteurs

Voilà quatre ans qu'Harris Puisais dirigeait ce journal. Voilà quatre ans, qu'avec enthousiasme, un sourire constant, un humour et une compétence rares, Harris tenait à bout de bras un journal dont vous connaissez tous les difficultés.

Voilà un peu plus d'un an que nous collaborions ensemble, et jamais nous n'avons eu la moindre difficulté, sur la conception du journal, son équilibre nécessaire, la part ouverte à tous les dialogues, qu'ils soient internes au parti, ou extérieurs à celui-ci.

Le numéro présent de TS est consacré au compte rendu du V^e Congrès de notre parti.

Harris Puisais était signataire du texte minoritaire. Par loyauté politique, il a demandé à être déchargé de ses fonctions, tout en nous assurant de sa collaboration régulière.

Me voici donc chargé d'une lourde succession. Je sais quand même que je pourrai compter sur l'appui et les conseils de Harris.

Qu'au moment où il quitte la direction, il soit assuré de notre affection et de notre amitié à tous.

L'équipe de TS compte bien le revoir fréquemment. Ce n'est donc ni un adieu, ni un au revoir.

C'est l'hommage sincère de tous ceux qui aiment bien Harris.

Christian Guerche



Elie Kagan

□ Le P.S.U. dans la coalition de la Gauche

Résolution majoritaire

C'est en fonction des objectifs de programme que le P.S.U. résout le problème de ses alliances; c'est en fonction du contenu du programme qu'il répond à la question publiquement posée de ses rapports avec la F.G.D.S. Le V^e Congrès apporte une réponse claire à ce problème du mois.

1^o La présente période est marquée par une forte tendance au regroupement et à la simplification de la vie politique. Le phénomène gaulliste, la récente élection du Président de la République au suffrage universel, le scrutin majoritaire à deux tours contribuent à amplifier cette tendance.

2^o Le P.S.U. est lui-même le résultat d'un premier regroupement. Il a réalisé en son sein la fusion de militants qui apportaient avec eux une tradition et des mentalités différentes. Il a, le premier, réglé le difficile problème du travail au sein d'un même parti de militants croyants ou incroyants, réunis sur la base d'une commune option socialiste. Il a, le premier également, associé en son sein des militants de toutes les centrales syndicales. Il a surtout prouvé, par l'intégration de nouveaux adhérents, qui constituent aujourd'hui plus de la moitié de ses effectifs, qu'il existe une stratégie socialiste autonome du P.S.U. qui doit de moins en moins aux compo-

santes originelles et de plus en plus à l'élaboration commune.

3^o Il est cependant évident que le stade actuellement atteint ne saurait être considéré comme satisfaisant et qu'il faut franchir d'autres étapes. Il est non moins vrai que le Parti n'est pas un but en soi, mais un outil et un moyen d'action pour l'instauration d'une société socialiste. Le P.S.U. ne peut donc écarter a priori les regroupements ou les fusions qui, dans certaines circonstances et à certaines conditions, peuvent s'avérer nécessaires pour faire progresser le mouvement ouvrier. Le P.S.U. appelle de ses vœux la formation d'un grand Parti Socialiste regroupant l'essentiel des forces anticapitalistes. Il ne considère nullement comme intangibles les frontières des organisations actuelles. Mais le P.S.U. doit en même temps constater qu'aujourd'hui la clarification des programmes politiques, l'affirmation d'options socialistes claires dans le domaine économique et social, la rupture de toute solidarité avec l'« atlantisme », la mise sur pied des structures démocratiques établissant au niveau des sections et des fédérations le contrôle des militants sur l'appareil de direction, constituent des préalables absolus à toute tentative de regroupement.

4^o Ces conditions sont évidemment loin d'être remplies. La Fédération

de la Gauche Démocrate et Socialiste en particulier, en dépit de changements réels, reste fort loin du P.S.U. dans ces différents domaines. *Aucune discussion sur un accord organique avec cette formation ne pourra donc être entamée tant que ces préalables ne seront pas remplis.*

5^o Cependant, la F.G.D.S., de même d'ailleurs que le P.C.F., évoluent. Au sein de la Fédération, de nombreux militants, et des courants, ne se contentent plus des formules traditionnelles et d'alliances opportunistes avec le Centre et se réclament de l'esprit de renouveau socialiste. Au sein du P.C.F., dans un contexte national et international changeants, l'apparition d'un désir de méthodes internes moins rigides et d'une recherche plus systématique d'un programme plus adapté à la situation présente se manifeste.

Ces transformations ont permis à la Gauche de se regrouper aux élections présidentielles puis aux élections législatives et, enfin, dans les votes importants au Parlement. Des manifestations, des actions communes à toute la Gauche sur des revendications sociales ou des actions politiques ont ainsi pu avoir lieu. Ceci est encore loin de l'application d'une politique de Front Socialiste préconisé, depuis son origine, par le P.S.U., mais en est une amorce.

Il faut chercher à lever les ambiguïtés de la politique de la F.G.D.S. et du P.C.F. qui entraînent ces deux formations à des accords insuffisants et liés souvent aux circonstances. Cela ne se fera pas sans lourdes difficultés. Les conditions nouvelles de lutte au sein d'une société néo-capitaliste conduiront cependant, progressivement, à l'abandon des pratiques par trop traditionnelles à l'intérieur de la Gauche et à l'adoption

progressive d'une plate-forme d'alternative socialiste.

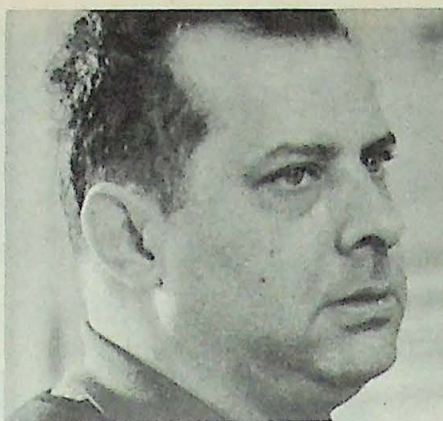
6^o Sensible aux renouvellements en cours et aux espoirs qu'ils font naître dans l'opinion, à juste titre pour l'avenir, le P.S.U. cherchera avec opiniâtreté un accord sur un programme commun d'inspiration socialiste à court et moyen terme avec la F.G.D.S. et le P.C.F. La Direction Nationale engagera, à cet effet, *les discussions plus particulièrement sur les sujets qui sont objets de divergences au sein de la Gauche, mais qui présentent un intérêt essentiel* pour ses luttes avant et après la prise du pouvoir : nationalisation, monnaie, revendications sociales, institutions, démocratisation de la fiscalité, de l'enseignement et de la gestion des entreprises, démocratie régionale et locale dans les cadres administratifs renouvelés, urbanisme, Europe, Vietnam et Tiers-Monde, politique Atlantique. Le P.S.U. proposera à ses partenaires la constitution de groupes de travail sur chacun de ces sujets destinés à définir les modalités précises d'action de la Gauche sur ces thèmes.

En plus des discussions avec la F.G.D.S. et le P.C.F., le P.S.U. soutiendra et animera des *colloques spécialisés*, notamment régionaux, qui permettront d'associer des hommes actuellement en dehors des grandes formations. Sur tous ses thèmes d'action prioritaires définis ci-dessus, le P.S.U. proposera à tous — syndicats et Partis de Gauche — des actions communes car il ne peut y avoir de discussions valables sur les programmes sans action.

7^o Dans cet esprit de front socialiste, le P.S.U. propose à toute la Gauche la constitution ou le développement, à l'échelon local ou fédéral, de *comités de liaison* où seront réunis pour conduire des actions

concrètes les syndicats, la F.G.D.S., le P.C.F., les mouvements de masse d'inspiration socialiste ou, quand cela ne sera pas possible, une partie seulement de ces organisations.

De plus, pour préparer une prochaine victoire de la Gauche sur des thèmes socialistes, le P.S.U. juge indispensable d'amplifier le mouvement unitaire, non seulement au niveau des Directions nationales, mais aussi à la base dans les quartiers, les communes, les départements et les régions. C'est pourquoi le P.S.U. engage ses sections et ses fédérations à prendre l'initiative de constitution de comités locaux avec les sections et fédérations de la F.G.D.S. et du P.C.F. Dans ces comités, qui pourront n'être que bipartites, les militants du P.S.U. proposeront d'entreprendre des actions communes sur les thèmes d'action correspondant aux problèmes du moment, pouvant mobiliser le plus grand nombre d'hommes de gauche. Ces comités engageront également des discussions sur nos programmes à partir



Marc HEURGON
(Bureau National)

de leur expérience locale. La Direction nationale du P.S.U. contribuera activement à la mise en place de ces comités qui doivent devenir l'outil d'une lutte plus ample et plus unie de la Gauche. □

(Motion votée par 393 mandats.)

□ Pour l'insertion du P.S.U. dans la coalition de la Gauche

Résolution minoritaire

Une évolution politique et économique qui fait mûrir les chances du socialisme, un mouvement socialiste qui n'est pas préparé à utiliser ses possibilités : telles sont les deux données essentielles de la situation dans laquelle nous nous trouvons placés.

Tandis que le néo-capitalisme européen connaît ses premières difficultés sérieuses et se révèle incapable de résoudre le problème historique de ses rapports avec la puissance américaine, les forces se réclamant du socialisme n'envisagent encore, dans leur grande majorité, que des solutions limitées, partielles, insuffisantes. L'ombre du « wilsonisme » pèse sur la future expérience de la gauche.

L'originalité du courant politique que représente le P.S.U. est d'affirmer la nécessité et l'actualité des solutions socialistes. Loin de considérer comme des perspectives lointaines l'établissement d'une prédominance du secteur socialisé sur le secteur capitaliste, la transformation du mode de gestion des grandes collectivités et des organismes de l'Etat, la réforme des structures foncières et la démocratisation de l'enseignement, le P.S.U. estime que l'avenir du pays est de plus en plus lié à ces changements. Si la gauche ne s'engage pas résolument dans cette voie, si elle ne parvient pas à franchir,

dans la période qui suivra immédiatement sa victoire électorale, un seuil de non-retour, le risque est considérable de l'avoir condamnée à poursuivre la politique de ses prédecesseurs, c'est-à-dire de devenir la médiocre gérante du néo-capitalisme.

C'est pourquoi il nous faut développer sans cesse notre effort de recherche et d'élaboration, donner une forme toujours plus concrète et plus réaliste aux solutions que nous préconisons et par-dessus tout, faire admettre ces solutions par les forces populaires qui s'uniront dans le cadre de la coalition de la gauche. Ce qui signifie que nous devons nous engager à fond dans le mouvement de rapprochement et de regroupement de ces forces.

Une telle politique n'est que le prolongement de celle que nous avons toujours préconisée. Elle répond à nos impératifs de renouvellement et de l'unité. Mais elle doit être menée aujourd'hui avec beaucoup plus d'audace que dans le passé car l'évolution favorable qui s'est dessinée dans la gauche française lors de la campagne présidentielle de 1965 a pris, avec les élections législatives, une ampleur considérable. Il n'est pas possible de nous situer dans une position marginale par rapport au mouvement qui a été ainsi créé.

Or, c'est là, malheureusement, la tentation de nombreux secteurs du Parti pour qui les aspects négatifs du rapprochement intervenu entre le Parti Communiste et la F.G.D.S. l'emportent visiblement sur ses aspects positifs.

Depuis près de deux ans, le Parti est paralysé dans ses initiatives par des réticences, des réserves et des oppositions qui l'ont empêché d'utiliser toutes les données favorables de la situation. Des camarades qui ont été finalement obligés d'approuver le soutien de la candidature Mitterrand, la réalisation d'un accord électoral avec la Fédération et l'appareillement de nos députés au groupe de la F.G.D.S. n'ont cessé de souligner la fragilité du mouvement d'unité et de prédire sa dislocation prochaine. Ils ont pensé que l'alliance Fédération-Communistes ne survivrait pas à l'élection présidentielle. Quand de nouveaux accords électoraux ont été passés, ils ont cru qu'ils ne seraient pas respectés, et quand ils l'ont été, ils ont jugé que cette entente demeurerait purement tactique. Lorsque a éclaté la crise du Moyen-Orient, ils se sont dit qu'elle allait provoquer la dislocation de la coalition. Enfin, au moment où s'amorce la discussion d'un programme commun, ils estiment qu'il n'est pas indispensable que nous y participions puisque chacun sait que ce programme sera, de toute manière, un « mauvais programme ».

Ces erreurs de prévision, ce pessimisme permanent révèlent l'existence d'un mal plus profond qui a atteint le Parti. La sclérose ne frappe pas seulement les vieilles organisations. Parce qu'il ne s'est pas adapté suffisamment rapidement à une situation qui avait changé, le P.S.U. court, non seulement le risque d'un repli sur lui-même et d'un isolement de fait au sein de la gauche, mais aussi celui d'un véritable changement de nature.

Nous avons tenu pour notre part à poser clairement le problème de notre insertion dans la coalition de gauche telle qu'elle existe aujourd'hui, c'est-à-dire le problème de l'association.

L'association entre le P.S.U. et la F.G.D.S. ne saurait être conçue que comme un moyen de faire progresser la politique de renouvellement et d'unité. Il s'agit à la fois de hâter la réalisation d'un contrat de gouvernement excluant toute alliance centriste, de préparer la constitution d'une confédération de toute la gauche, et de placer les partisans de la solution socialiste en situation de compter d'une manière décisive le jour venu.

L'exigence préalable, c'est donc la garantie de la liberté d'expression du courant d'alternative socialiste. Le pacte d'association, c'est tout le contraire de la disparition du P.S.U. : c'est le moyen, pour lui, de jouer pleinement son rôle à un moment



André BARTHELEMY
(Bureau National)

capital pour l'avenir de la gauche. Dans l'association qui implique des réunions et des actions communes à tous les échelons, le P.S.U. conservera ses structures et son recrutement autonome.

Dans les domaines où l'accord sur le fond ne pourra être rapidement dégagé — ce sera probablement le cas dans le domaine de la lutte contre la politique américaine — la confrontation devra se poursuivre, et chaque parti gardera sa liberté d'action.

Dans les domaines où l'accord sur le programme est pratiquement acquis, les décisions seront prises en commun et seront exécutoires pour les deux organisations. Pour qu'il s'agisse d'autre chose que d'une simple opération de sommet, nous proposons, dès l'ouverture de la discussion, pour le pacte d'association, la tenue de réunions communes régulières à tous les échelons.

En même temps, le P.S.U. devra être intégré aux débats sur le programme que viennent d'amorcer la F.G.D.S. et le P.C.F.

Ainsi, bien loin de « tourner le dos aux communistes », nous nous donnerons les moyens de participer à la discussion avec eux à l'endroit décisif. Telles sont les conditions de l'association. Elles forment un tout. Nous ne concevons l'association avec la F.G.D.S. que dans la mesure où elles seront effectivement remplies. Au terme de la discussion, ce sera un congrès national extraordinaire qui décidera.

Dans une telle perspective, nous permettrons enfin à nos campagnes de prendre une véritable dimension et d'atteindre des milieux beaucoup plus vastes que ceux que nous touchons actuellement. Plus loin dans l'avenir, la Confédération de la Gauche, s'ouvrant aux centrales syndicales, aux coopératives, aux associations culturelles, peut former les prémices d'un grand Parti des Travailleurs de type nouveau, aboutissement ultime de la politique de Front Socialiste.

Le P.S.U. ne doit pas détruire les chances qui sont encore les siennes; il doit avoir le courage de se donner les moyens de sa politique. □

(Motion votée par 174 mandats.)

Rapports parti-syndicats

Le dialogue avec les forces syndicales a pris des formes diverses : contacts personnels, colloques et débats, ont permis de déterminer dans bien des secteurs une manière commune d'aborder les problèmes. De plus en plus nombreux sont les syndicalistes qui désirent dépasser les actions partielles et les revendications catégorielles, de les coordonner et de leur donner un débouché politique, faute de quoi ne peuvent être évités les dangers du corporatisme.

Dans plusieurs syndicats (ouvriers, agricoles, enseignants, étudiants), nos camarades ont d'autre part été amenés à prendre des responsabilités. Ils se tournent vers le P.S.U. et lui demandent son appui pour développer leur action dans le sens de l'alternative socialiste. La réponse à cette double demande ne réside ni dans la conception de la « courroie de transmission » qui relève le syndicat au rôle de simple appendice du parti politique, ni non plus dans la conception qui sépare totalement l'action syndicale des choix politiques.

A l'heure actuelle, la recherche d'une convergence sur les problèmes de fond est le meilleur moyen de faire avancer la réflexion sur les conditions d'une stratégie commune.

Le mouvement ouvrier français s'est scindé, dès son origine, en un mouvement syndical et un mouvement politique. Les rapports de ces mouvements entre eux n'ont jamais été définis de façon satisfaisante. Après la première guerre mondiale, les deux grands partis ouvriers ont disposé chacun d'une centrale. Mais si l'on excepte l'expérience de 1936, les deux pratiques politiques et syndicales n'ont jamais été unies en une stratégie qui permette à la fois de prendre le pouvoir et de le garder.

Les syndicats dégagent donc de plus en plus, à partir de leurs revendications catégorielles et particulières, des revendications générales (stabilité de l'emploi, reconnaissance des syndicats dans l'entreprise. Mais la structure et les traditions du mou-

vement syndical l'empêchent de déboucher sur le plan politique. Cependant, le 17 mai, pour la première fois depuis la scission de 1948, a eu lieu une grève fondée sur des choix politiques reconnus ouvertement par trois des grandes centrales).

Il est donc urgent d'ouvrir maintenant les perspectives socialistes correspondantes. La stratégie commune que le P.S.U. propose, c'est-à-dire le front socialiste, suppose la mise en pratique de deux séries d'actions.

C'est au Parti à informer ses propres syndicalistes et à dialoguer avec eux en insérant dans une stratégie globale les problèmes catégoriels.

Au niveau national, le C.P.N. et le B.N. créeront une commission responsable dont les tâches seront l'information, la confrontation et surtout l'analyse globale des problèmes économiques et des perspectives à dégager.

Au niveau régional, une telle commission, ayant les mêmes attributions, est à installer dans la région et doit, d'une part travailler sur les réalités locales, d'autre part assurer l'adaptation des résultats dégagés par la commission nationale.

Application de la stratégie du Front Socialiste à tous les échelons sur des problèmes concrets et précis.

a) A partir d'une situation (licenciements, absence d'enseignement professionnel dans un secteur, etc.), le rôle du Parti dans les comités de liaison et d'action dans les syndicats est de dégager très vite les solutions plus générales du cas particulier et d'opposer des solutions socialistes à la politique néo-capitaliste du régime.

b) Trois questions sont à l'ordre du jour du Front Socialiste :

- le mouvement syndical doit-il prendre des positions politiques?
- en régime capitaliste, quelles sont les limites de la contestation syndicale ?
- quels sont les dangers d'intégration ?
- rôle du mouvement syndical en régime socialiste (défense des travailleurs, participation à l'élaboration du Plan, rôle de la gestion).

Pour les analyser, les étudier, les résoudre, le P.S.U. engagera une série de discussions et de confrontations au niveau national avec toutes les forces syndicales des travailleurs. □



Le congrès, debout, acclame Edouard DEPREUX.

Elie Kagan

Les campagnes d'action

Concernant les actions du Parti dans les temps à venir, quatre remarques générales ont été faites :

1° La nécessité de choisir : seules quelques campagnes d'action sont possibles si on les veut bien préparées et efficaces; elles doivent concerner des problèmes particulièrement significatifs de l'évolution socio-économique;

2° Le rôle des élus: les actions doivent donner lieu à des projets ou contre-projets précis, soutenus par les élus du Parti, notamment au Parlement;

3° Coordination et information permanentes : les fédérations doivent disposer des moyens nécessaires pour agir; elles doivent être tenues étroitement informées du développement des campagnes d'action pour orienter les initiatives des sections;

4° Le besoin d'études plus approfondies:

- dans les secteurs d'action prioritaire, des études précises sont nécessaires pour orienter l'action sur les vrais problèmes; ce sera la tâche des grandes commissions nationales;
- d'une façon générale, il convient de développer la réflexion idéologique dans le Parti en liant étroitement cette réflexion « doctrinale » avec la formation des militants et la diffusion de nos idées à l'extérieur du Parti.

Sur ce point, une résolution a été adoptée par la commission.

Résolution n° 1

Les secteurs d'action proposés par le texte 2 ont été reconnus comme prioritaires. Toutefois, l'action du Parti devrait également se développer dans d'autres domaines importants :

- les problèmes agricoles;
- les problèmes de la santé;
- les problèmes de l'insertion sociale des femmes.

Proposition d'adjonction au texte 2 créant une commission nationale des problèmes féminins.

A été reconnue également la nécessité de définir la position du Parti et de développer son action dans le domaine des « affaires sociales » (enfance inadaptée notamment) où peuvent être contestés à la fois la politique du pouvoir et le mode de vie dans une société capitaliste.

Contribution aux travaux de la Commission des problèmes féminins

La commission Action propose la création d'une commission des problèmes féminins composée de trente membres et chargée d'étudier dans l'immédiat les points suivants :

Travail :

- utilisation dans les entreprises de la main-d'œuvre féminine comme moyen de pression sur l'ensemble des salaires;
- utilisation de revendications catégorielles pour les femmes par les syndicats, dans une stratégie

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

- visant à obtenir des avantages pour l'ensemble des travailleurs;
- étude du travail à mi-temps, de ses possibilités et de ses limites dans l'évolution économique et les rapports de force actuels;
 - étude des possibilités de réduction générale du temps de travail, dans le cadre des structures actuelles, dans le cadre du contre-plan.

Fonction sociale de reproduction :

- chaque mode de production a sa loi de reproduction propre; analyse théorique des rapports de production et de reproduction de l'espèce;
- étude des conditions dans lesquelles sera rapportée la loi de 1920;
- étude de la nécessité éventuelle d'allonger les congés de pré-maternité et utilisation de ces congés pour des périodes de formation et de recyclage.

Soins et éducation à donner aux enfants :

- analyse des différentes structures familiales en liaison avec le mode de production (monde agricole, kibboutz, famille urbaine en société capitaliste, en société socialiste);
- rôle du père et de la mère dans les soins et l'éducation à donner aux enfants;
- rôle de la collectivité;
- étude du comportement des enfants mis dans des crèches et des garderies.

Consommation par la publicité :

- utilisation des femmes comme incitation à la consommation des ménages et des individus.

Régionalisation :

- condition des femmes dans l'agriculture; rôle moteur des femmes dans la transformation qui s'accélère actuellement dans les milieux paysans;
- situation des femmes en milieu urbain, dans les grands ensembles. Incitation des femmes à la prise de responsabilités à l'échelon municipal;
- étude de la situation des femmes dans les pays européens (éventuellement dans le monde).

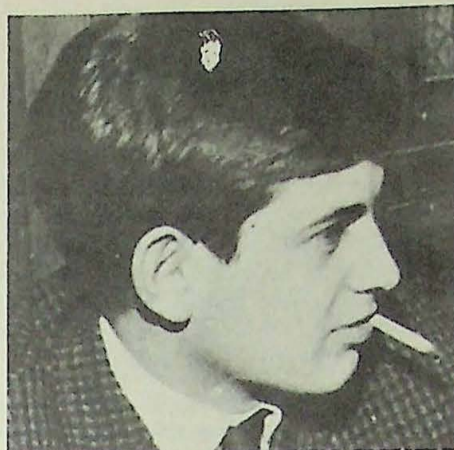
La commission devra décentraliser la réflexion, coordonner les groupes qui travaillent déjà sur les problèmes sus-cités dans les fédérations de province et à Paris, assurer la liaison avec les autres commissions, travailler avec tous les spécialistes qui sont sympathisants du P.S.U.

La commission devra examiner comment populariser ses conclusions, à l'intérieur et à l'extérieur du Parti, et dans les organismes qui s'occupent de la condition féminine.

En même temps qu'il met en place les campagnes d'action, le V^e Congrès considère qu'il est nécessaire d'approfondir l'effort de réflexion idéologique qui permettra de donner sa véritable dimension au programme à court terme du Parti et



Jean-Marie VINCENT
(Bureau National)



Jean-François PERTUS
(Bureau National)

à la stratégie du Front Socialiste, en étudiant les conditions dans lesquelles le socialisme pourra l'emporter pour la première fois dans des pays économiquement avancés comme ceux d'Europe.

Le congrès juge indispensable de reprendre la réflexion théorique à la fois sur les problèmes particuliers (enseignement, emploi, jeunesse, urbanisme, etc.) et sur la doctrine fondamentale du socialisme dans les pays économiquement avancés.

Le congrès demande au bureau et au C.P.N. d'étudier les possibilités de lancement d'une revue théorique et d'engager la discussion fondamentale avec les organisations socialistes révolutionnaires, au moins à l'échelle de l'Europe.

Problèmes de la jeunesse

Un approfondissement de ces problèmes paraît nécessaire avant toute campagne d'action de dimension nationale. Le Parti se trouve devant trois exigences :

- dégager des idées-force dans ce domaine;
- développer son action parmi les jeunes;
- intervenir sur les problèmes posés par la « politique de la jeunesse ».

Pour y faire face, quatre conditions sont nécessaires :

1^o Disposer d'un matériel de réflexion (études, articles, informations) susceptible d'être utilisé par des commissions fédérales ou mieux régionales sur ces problèmes;

2^o Donner aux jeunes des moyens d'agir : les jeunes ne doivent pas être de simples consommateurs mais des producteurs d'action. Le parti doit refuser tous les tabous politiques pour permettre aux jeunes de prendre position librement. Il convient en ce sens de ne pas faire des jeunes un problème politique à part. En tout état de cause, la formation de groupes J.S.U. ne saurait constituer la seule hypothèse de travail. Des expériences de clubs ou d'associations extérieures au Parti, animées par quelques militants, ont été également citées;

3^o Développer les institutions qui intéressent les jeunes et agir sur

elles : maisons de jeunes, foyers de jeunes travailleurs, organisations de loisirs, centres culturels, etc. Les expériences évoquées montrent que le Parti doit aider les militants à découvrir les secteurs les plus utiles et la nature de leurs initiatives:

4^o Intervenir rapidement sur des problèmes précis dans des situations précises (emploi des jeunes ruraux, politique gouvernementale sur les institutions de loisirs...). L'idée d'une campagne d'action pour le droit de vote à 18 ans a été soumise à la commission. Les réactions des jeunes eux-mêmes montrent qu'une telle campagne doit être préparée avec soin pour être sérieusement envisagée.

Problèmes de l'enseignement

À la différence des problèmes de la jeunesse, une action très importante peut être rapidement développée par le Parti dans ce domaine. Une condition est cependant nécessaire : ces problèmes doivent devenir l'affaire de tout le Parti, et non de quelques spécialistes. Les moyens de travail fédéraux, régionaux, nationaux doivent répondre à cette condition.

Trois démarches doivent être menées parallèlement :

1^o Une réflexion d'ensemble. — Définie comme milieu culturel, l'école doit former des hommes capables de vivre le socialisme. La réforme de l'enseignement devrait s'inspirer de trois principes qui dirigeront nos actions :

- l'éducation permanente : les problèmes d'éducation se posent à l'échelle de toute la société et de toute la vie d'un homme. L'école doit donc permettre de préparer chacun aux exigences d'une éducation permanente et non constituer un système clos;
- la formation professionnelle (rapport université-économie) : l'enseignement dans son ensemble doit correspondre aux besoins réels d'emploi et de qualification. Ainsi, les contestations du système scolaire et du système économique doivent aller de pair;
- la révolution pédagogique : le rapport scolaire (maîtres-élèves) doit chaque jour correspondre

aux besoins culturels d'une société développée. Ce changement entraîne toute une série de modifications essentielles dans les conceptions de la culture, de l'organisation du travail scolaire et étudiant, etc. Pour préparer cette révolution pédagogique, le rôle des enseignants est capital : ils doivent y être entraînés et préparés dès maintenant.

2^o Une intervention sur les problèmes fondamentaux. — Les réformes gaullistes ont fait apparaître des conflits fondamentaux qu'il nous faut révéler et utiliser pour une alternative socialiste dans ce domaine. Il s'agit plus particulièrement des problèmes qui concernent :

- la formation professionnelle;
- la formation des maîtres;
- la recherche et l'enseignement supérieur;
- la conception de l'enseignement obligatoire;
- la démocratisation de l'enseignement aux différents niveaux.

3^o Une intervention sur les réalités immédiates. — Le Parti ne doit pas attendre pour intervenir au moment voulu sur les situations réelles de l'enseignement.

Dans cet esprit et pour préparer les campagnes d'action du Parti, la commission a adopté la résolution suivante :

Campagne d'action sur les problèmes de l'enseignement

Le V^e Congrès national du P.S.U. : — mandate le B.N. pour mettre immédiatement le Parti au travail sur les problèmes de l'enseignement;

- Le Bureau national fera en septembre une déclaration sur les conditions catastrophiques de la rentrée 1967;

- La Commission Nationale : — devra donner à tous les échelons du Parti des éléments d'information pour permettre des actions efficaces dès la rentrée : par exemple en ce qui concerne l'application de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans ; — et préparera des Assises nationales consacrées aux problèmes de l'enseignement.

Dans chaque Fédération, une commission Enseignement devra être créée partout où elle n'existe pas;

Des colloques régionaux devront se tenir pour préparer les Assises nationales;

Pour contester dès à présent les applications de la réforme Fouchet, les militants du Parti doivent participer — dans le cadre de toutes les organisations laïques, et notamment dans les Conseils de Parents et les Associations laïques de Parents d'Elèves — à toutes les luttes menées pour défendre l'école publique. □



Michel ROCARD et Edouard DEPREUX lors de l'allocution finale du secrétaire national sortant.

Elie Kagan

□ Pour un urbanisme socialiste

Annexe à la résolution Campagne d'action

Les problèmes posés par nos villes et par leur développement sont trop souvent abordés à gauche sous l'angle du problème quantitatif et ce n'est pas seulement un problème de logement.

Certes, il est vrai que la situation et le nombre des mal-logés reste, dans notre pays, vingt ans après la guerre, un problème dramatique ; et il nous faut dénoncer l'abandon systématique d'une politique sociale du logement au profit des circuits financiers privés. Mais il nous faut aussi refuser que derrière une certaine politique sociale du logement se dissimule une autre politique de classe qui conduit aux « ghettos populaires » de nos périphéries urbaines d'où les préoccupations qualitatives, au niveau du logement comme de l'agglomération, sont absentes.

Il est vrai également que le renchérissement des coûts des logements et des loyers est pour une large part dû à la spéculation foncière ; et nous l'avons justement dénoncée, cherchant à promouvoir une appropriation collective des terrains à bâtir ; mais le problème foncier ne saurait être envisagé sous le seul angle des logements à créer ; il doit l'être dans un cadre d'ensemble intégrant toutes les préoccupations relatives à la situation des zones nouvelles par

rapport à la ville, aux rapports entre travailleurs urbains et ruraux, aux équipements collectifs.

Phénomène essentiellement politique, l'urbanisme concerne l'individu dans ce qu'il a de plus profond : sa vie affective, son travail, ses loisirs et ses critères culturels. C'est ainsi que l'asservissement social de la femme est lié au mode de vie que les urbanistes comme les employeurs lui imposent, que les salariés sont victimes d'une politique de décentralisation qui ne prend pas en charge les problèmes de l'habitat, tandis que les agences publicitaires et une grande partie de la presse parlée et écrite créent des besoins insupportables que seule peut satisfaire une politique aliénatrice du crédit. Le résultat le plus clair de cette politique de classe du régime qui s'ajoute à une absence de conception urbaine de l'administration, c'est que le public a oublié la notion personnelle de l'art d'habiter.

En posant à part le problème du logement, la gauche risque d'ignorer l'étroite complémentarité des fonctions urbaines (habiter, travailler, se cultiver) ; en acceptant une telle coupure de l'homme urbain, elle risque de tomber dans le piège qui lui est tendu par le système capitaliste, qui est de lui faire entériner un

mode d'habitat incompatible avec une communication et une participation sociale, favorisant le développement d'une culture de consommation.

Aussi faut-il définir ce qu'est pour nous un urbanisme socialiste, et rechercher ce qui peut être la stratégie originale de notre Parti.

I. — L'urbanisme est l'expression concrète des perspectives qu'une société se donne.

Les formes techniques et économiques de la production et de la consommation déterminent les formes d'habitat, le mode de vie et de satisfaction des besoins. Le capitalisme industriel et commercial, la recherche du profit maximum appréciée au niveau de la seule entreprise ont donné aux villes et aux agglomérations une forme, un mode d'organisation spontanée qui n'a pas comme finalité la satisfaction la meilleure et au moindre coût collectif des besoins de l'ensemble.

La caractéristique première de l'urbanisation est l'extrême lenteur de son évolution et la rigidité de sa conception. Ce que nous faisons actuellement, ce que nous construisons et la façon dont nous le faisons déterminera le comportement de la (ou des) génération (s) suivante (s).

Il est clair, donc, que la conception urbaine constitue l'un des actes politiques déterminants. Le P.S.U. doit à ce sujet préciser ses objectifs et ses moyens.

II. — L'urbanisme est un des lieux privilégiés où se manifestent le mieux les contradictions du régime.

En se dégageant de sa responsabilité sur les promoteurs et les banques privées, le gouvernement a admis la fixation des loyers à un niveau de spéculation sans commune mesure avec les capacités financières des travailleurs. La contradiction est arrivée à un tel degré que la Caisse des Dépôts et Consignations a maintenant l'obligation d'acquiescer les logements invendus construits par les promoteurs privés et d'assumer ainsi les conséquences de leur spéculation.

La rareté des logements offerts et leur inadaptation aux besoins solvables des travailleurs permet aux promoteurs et aux propriétaires fonciers de reporter sur les usagers du logement les coûts de la spéculation. La contradiction entre la propriété et l'initiative privée et les exigences d'un meilleur fonctionnement urbain est devenue tellement criante que le gouvernement sent la nécessité d'accroître la maîtrise sur les terrains, mais que, dans le même temps, il se refuse à mettre en question le principe de la propriété privée et il se contente d'en limiter l'exercice.

La localisation des logements à la périphérie des villes existantes et la création des formes d'habitation qui ne satisfont pas à l'ensemble des besoins des résidents urbains (en par-

ticulier le travail) obligent à des déplacements non productifs et fatigants dont les usagers supportent les coûts intolérables (financiers, fatigue et temps).

Aussi, le mode de fonctionnement urbain est-il anarchique. La collectivité en supporte les coups (investissement d'infrastructures et fonctionnement). Seules en fait, les entreprises industrielles et commerciales tirent les profits de cette concentration urbaine sans en payer le coût. Elles bénéficient de rentes de situation. Il apparaît nécessaire de connaître ce que coûte le fonctionnement urbain, en particulier une politique socialiste de tarification des services publics doit avoir pour fondement d'en faire payer le coût à ceux qui profitent de la concentration urbaine, c'est-à-dire les entreprises industrielles et commerciales.

Le développement urbain entre en conflit avec les exploitants agricoles de la périphérie des villes ; il n'est pas question de refuser le développement urbain ni de refuser aux urbains les surfaces nécessaires à leur épanouissement. Mais en même temps il faut permettre aux travailleurs de l'agriculture de savoir jusqu'à quelle date ils pourront exercer leurs activités et amortir leurs investissements.

Tout ceci montre combien est devenu contradictoire le maintien d'une économie libérale et d'initiative privée avec la satisfaction des besoins collectifs. Seule une politique socialiste est à même de prendre en charge et de résoudre les problèmes d'une urbanisation et d'un aménagement du territoire satisfaisant aux besoins fondamentaux de notre société.

III. — L'urbanisme est le domaine par excellence d'une politique socialiste d'ensemble.

a) Dans ses objectifs, un véritable urbanisme est socialiste :

— l'urbanisme a pour fonction de faire exprimer les besoins de la population et d'y satisfaire.

L'urbanisme n'est pas une conception octroyée à la population par des technocrates. L'urbanisme est une création collective : les usagers ont à exprimer leurs besoins et en même temps à saisir les limites des moyens que l'on peut mettre en œuvre. À cet égard, une élaboration démocratique est un moyen de prise de conscience collective.

— la maîtrise des phénomènes d'organisation sociale est un des objectifs fondamentaux du socialisme.

b) Seuls des moyens socialistes permettront d'atteindre nos objectifs.

— moyens juridiques : le Parti développera les initiatives qu'il a déjà prises et les projets qu'il a élaborés (municipalisation des sols, service national de l'habitat). Il tiendra compte de la nécessité de ne pas limiter les préoccupations au seul problème du

logement, et l'intégrera dans une conception urbaine d'ensemble (habitat, travail, loisirs, besoins individuels et collectifs). Il ne limitera pas ses préoccupations au seul problème foncier urbain, mais intégrera les problèmes fonciers ruraux, côtiers ou de montagne.

- moyens financiers : dans le cadre d'un plan de développement urbain, d'ensemble à l'élaboration duquel les collectivités locales auront participé, celles-ci doivent pouvoir disposer des moyens leur permettant de prendre en charge elles-mêmes la responsabilité des réalisations.

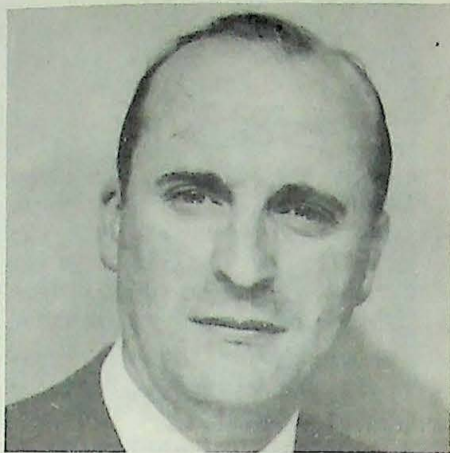
D'une manière plus générale, le Parti favorisera le développement des pouvoirs et des moyens des collectivités locales (financier, technique, institutionnel) pour leur permettre de prendre en charge les problèmes de leur croissance et de leur développement. A cet égard, l'articulation entre planification urbaine et planification économique (maîtrise des décisions des agents économiques privés) doit être soulignée.

- c) Il existe d'importantes possibilités pour une action socialiste.
- au niveau national :

- création d'une commission nationale animée par un membre du B.N. Cette commission ne devra pas être un regroupement de spécialistes de l'urbanisme et de l'architecture mais faire aussi appel à des militants spécialistes d'autres disciplines ou représentant les différentes catégories d'usagers;
- compte tenu de la sensibilisation au problème, édition d'une plaquette popularisant les positions du Parti (première urgence);
- édition de fiches techniques susceptibles de fournir les moyens de travail nécessaires aux militants du Parti;
- réunir les camarades actuellement insérés dans des expériences d'action sur les problèmes urbains afin de confronter et de récupérer ces expériences.

- au niveau régional :

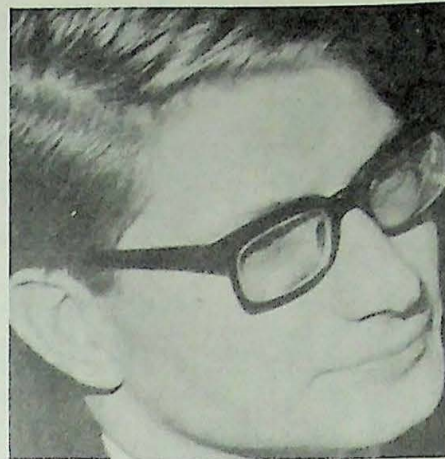
- stages et réunions d'information sur les problèmes actuels posés par la politique d'urbanisme de l'administration régionale, et sur l'action du Parti dans la région;
- il est nécessaire d'appeler les militants à participer à tout groupement permettant d'exprimer les préoccupations des habitants d'une ville, d'un quartier ou d'un ensemble, même si ces groupements paraissent mineurs ou purement défensifs. Parce qu'ils permettent de passer de la conscience



Pierre RINGUET
(Bureau National)

des problèmes de vie quotidienne à une démarche politique d'ensemble, ces groupements favorisent à la fois une présence politique sur le terrain et une application concrète des possibilités de dialogue et de participation démocratiques.

- au niveau des collectivités loca-



Michel JOCH
(C.P.N.)

les, le Parti doit susciter la création de moyens techniques d'études et de réalisations (équipes pluri-disciplinaires) soumis au contrôle de la municipalité et des usagers. Compte tenu de la dimension des problèmes à résoudre, le Parti favorisera la constitution de groupements volontaires de communes. □

□ Résolution de politique internationale

Le V^e Congrès du P.S.U. conscient de l'importance déterminante de la politique internationale se doit, dans le contexte actuel, dominé par une violente offensive de l'impérialisme sous toutes ses formes, de proposer des formes d'action qui correspondent aux exigences de la situation. La lutte doit se développer entre autres sur les aspects suivants :

1^o Contre l'impérialisme américain. — La politique du gouvernement des Etats-Unis, appuyée par de gigantesques moyens constitue sur tous les points du globe et sous des formes variables l'obstacle principal auquel se heurtent toutes les expériences des mouvements socialistes ou simplement progressistes. Face à cet adversaire commun il n'est que temps de coordonner les moyens de défense et de contre-offensive. Il faut que s'affirme la solidarité des travailleurs fautes de quoi une série de graves défaites menace les forces socialistes isolées.

2^o Contre le néo-colonialisme qui dans les pays du Tiers-Monde cherche de plus en plus sous le couvert d'indépendance formelle de contrôler l'économie de ces pays.

Le gaullisme en est une des formes les plus marquantes. Sous prétexte de coopération il cherche à étendre son emprise sur la vie économique et sociale des pays de l'ancien empire français.

1. — Le Vietnam

La guerre du Vietnam constitue aujourd'hui l'affrontement principal entre l'impérialisme américain et les peuples en lutte pour leur libération nationale et sociale. La victoire du peuple vietnamien c'est-à-dire le retour à une paix qui garantisse les droits fondamentaux du Vietnam à l'indépendance et à l'unité envisagées par les accords de Genève démontrerait qu'il est possible de résister victorieusement à l'agression impérialiste. Ce serait une aide inestimable à tous les peuples qui subissent les attaques impérialistes.

C'est le renforcement international de l'impérialisme américain qui a entraîné à développer son agression contre le Vietnam Nord et Sud mais la poursuite de l'escalade traduit aussi sur le terrain l'incapacité des forces américaines à battre les combattants du F.N.L. et les défenseurs de la R.D.V.

C'est pourquoi le peuple vietnamien peut légitimement attendre du peuple français le soutien à une solution qui respecterait le droit fondamental du peuple vietnamien à l'unité nationale conformément aux bases de règlement du conflit affirmé par la déclaration en quatre points du gouvernement de Hanoï et celle en 5 points du F.N.L. du Vietnam du Sud.

Ce soutien contribuera à mettre en échec l'intervention militaire amé-

ricaine en affirmant que la conduite de la lutte libératrice appartient aux Vietnamiens eux-mêmes.

Conscient qu'à chaque étape de l'escalade doit répondre une contre-escalade politique des forces anti-impérialistes le P.S.U. s'efforcera de développer l'action nécessaire pour que des couches de plus en plus larges de la population comprennent l'enjeu de la guerre.

Il s'engagera en particulier dans une campagne pour que le gouvernement français reconnaisse pleinement le gouvernement de la R.D.V. et multiplie ses interventions pour montrer que le soutien politique au peuple vietnamien s'inscrit dans notre lutte générale contre l'impérialisme et ses manifestations en Europe.

Il appelle ses militants à rejoindre et à soutenir le comité Vietnam national, en collaborant avec tous ses mouvements qui luttent contre l'agression américaine.

Il souhaite que s'établisse une coordination permanente de toutes les forces solidaires de la lutte du peuple vietnamien dont la référence commune devrait être le soutien aux positions défendues actuellement par les Vietnamiens. Il proposera des actions communes avec les organisations politiques sociales des autres pays, notamment en Europe et s'efforcera de développer la solidarité avec les progressistes américains qui manifestent leur hostilité à la politique du gouvernement Johnson.

2 — Amérique Latine

Depuis la victoire de la révolution cubaine une situation nouvelle s'est développée en Amérique Latine. Les masses paysannes, les travailleurs des zones de mono-production commencent à croire qu'il est possible de sortir de leur misère et jugent de plus en plus le pouvoir d'oligarchies rétrogrades.

Face à ce mouvement d'ampleur croissante les dirigeants américains réagissent avec brutalité et renoncent même aux couvertures "démocratiques" de leur domination. Ils fomentent des coups d'état, envoient leurs forces spéciales contre les guérillas du Guatemala, de Bolivie, du Pérou, de Colombie et du Venezuela et forment en grand nombre des spécialistes de la guerre subversive.

Le devoir d'un parti internationaliste comme le P.S.U. est de manifester clairement sa solidarité avec les mouvements de libération nationale et sociale qui se font jour dans cette partie du monde. Il apporte en toute clarté son soutien à Cuba révolutionnaire, conscient qu'elle est menacée en permanence en raison de son rôle de foyer anti-impérialiste.

3 — Tiers-Monde

Le P.S.U. n'a cessé de dénoncer l'exploitation coloniale de types nouveaux plus divers et moins ouverte-

ment affichés qu'auparavant, dont les pays du Tiers-Monde sont les victimes sans cesse appauvries. Il renforcera sa solidarité avec toutes les forces progressistes pour réaliser les conditions d'indépendance politique et de coopération économique qui peuvent seules s'opposer au sous-développement :

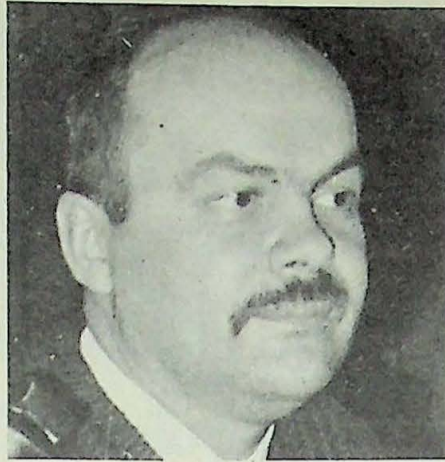
— dénonciation des nouvelles couches dirigeantes du Tiers-Monde alliées aux exploiters néo-colonialistes ;

— action contre les politiques d'aide liées à des clauses de subordination économique ou de dépendance politique ;

— lutte pour une transformation des conditions financières économiques et politiques des échanges entre pays développés et sous-développés (stabilisation du cours des matières premières, etc.).

Le P.S.U. entreprendra une campagne d'explications pour éclairer une opinion populaire souvent intoxiquée par le cartiérisme, ou abusée sur le sens de la coopération de style gaulliste dont la générosité apparente masque les aspects néo-colonialistes.

Il organisera les nombreux militants qui travaillent dans ce domaine pour améliorer les conditions de



Georges GONTCHAROFF
(Bureau National)

formation et le statut professionnel des agents de la coopération.

4. — Antilles

Aucune oppression ne pourra résoudre la profonde crise politique et économique qui est liée à l'échec de la départementalisation des Antilles. Un chantage à l'assistance économique ne doit pas priver les Guadeloupéens et les Martiniquais de leurs droits à l'autodétermination.

Le P.S.U. dénonce le recours à la force policière à la Guadeloupe qui montre à quel point l'état gaulliste continue à être rongé en dépit des déclarations officielles par les mœurs colonialistes.

5. — L'Europe

Le P.S.U. a défini à plusieurs reprises sa position en faveur d'une Europe démocratique et socialiste, indépendante à l'égard des U.S.A. et opposée à leur tentative de maintien du statu-quo économique et social à l'échelle mondiale.

Il a dit son hostilité « à la petite Europe des Six » parce que celle-ci est dominée par une technocratie alliée aux groupes capitalistes internationaux et parce qu'elle est conçue politiquement comme un instrument de pression sur les pays d'Europe de l'Est.

Il a également maintes fois souligné que la communauté économique européenne des 6 pays essayait de contrôler par des moyens divers (association, etc.) le développement économique des pays de l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce) pour la maintenir dans sa situation de dépendance, même s'il faut pour cela tolérer, voir favoriser des régimes autoritaires et fascistes.

Acette réalité le P.S.U. n'entend pas opposer le retour en arrière, c'est-à-dire le retour aux cloisonnements nationaux. Il entend au contraire affirmer sa volonté de lutter tant dans le cadre du Marché commun que dans le cadre de l'Europe tout entière pour un rassemblement de toutes les forces socialistes opposées au néo-capitalisme européen. Il préconise la mise au point à l'échelle européenne d'un programme de transition vers le socialisme qui préciserait les modalités de la coordination syndicale et les réformes de structures anti-capitalistes susceptibles d'ouvrir la voie à une Europe socialiste, de l'Ouest à l'Est.

Dans le cadre d'une orientation générale de neutralisme positif et de désengagement il multipliera les efforts pour que se développe, en Europe occidentale, une campagne systématique contre le renouvellement du Pacte Atlantique (1969) ainsi qu'une campagne pour la reconnaissance de la R.D.A., premier pas vers une politique socialiste de réunification de l'Allemagne. □



Pierre NOEL
(C.P.N.)

canal de Suez, ont amené les milieux arabes, y compris les plus progressistes, à considérer le nouvel Etat comme un fait colonial, constituant à leurs yeux une enclave de l'impérialisme occidental au Moyen-Orient. L'Etat d'Israël, de son côté, dont les voisins refusaient de reconnaître l'existence de droit, recherchaient une garantie de sa sécurité dans les alliances extérieures et dans la division des forces arabes.

Un tel climat de suspicion réciproque a créé des conditions particulièrement favorables au développement des intrigues impérialistes au Moyen-Orient. Toute proposition pour l'ouverture d'une discussion sur l'ensemble des problèmes et notamment sur la question des réfugiés palestiniens, ne pouvait que se heurter dans ces conditions à l'inévitable surenchère entre les Etats féodaux arabes, comme la Jordanie et l'Arabie Séoudite, soutenus et armés par l'Angleterre et par les Etats-Unis, et les Etats comme l'Egypte et la Syrie, où des gouvernements d'orientation progressiste s'efforçaient de transformer les structures sociales et d'arracher leur pays au sous-développement.

Ainsi, tandis que le poids des dépenses militaires pesait lourdement, de part et d'autre, sur les réalisations économiques et sociales, la politique de préparation à la guerre renforçait dans les deux camps les courants les plus réactionnaires, nationalistes et religieux. Elle se traduisait en Israël par un déclin du secteur économique socialiste et par une extension de la mainmise capitaliste sur l'économie nationale. Elle constituait dans les pays arabes un obstacle à l'élimination du féodalisme. Elle aggravait enfin la dépendance des uns et des autres par rapport à leurs protecteurs étrangers.

**

Les événements de ces derniers jours n'ont évidemment contribué en rien à la solution de ces problèmes.

En proclamant leur volonté de détruire Israël, les dirigeants arabes ont donné à l'opinion israélienne et mondiale le sentiment d'une menace immédiate, non seulement contre les

MOTION SUR REGIS DEBRAY

Le V^e Congrès du P.S.U. proteste avec vigueur contre la détention arbitraire de Régis Debray.

Il demande instamment que toute lumière soit faite sur les conditions de sa détention arbitraire.

Il appelle ses militants à élargir et à renforcer l'action pour sa libération.

MOTION SUR LA GRECE

Le V^e Congrès du P.S.U. salue l'action des socialistes et des démocrates grecs qui organisent malgré l'oppression policière la résistance à la clique Patakos.

Il appelle tous ses militants à protester sous les formes les plus diverses contre la poursuite des arrestations, contre les conditions inqualifiables faites aux détenus politiques.

□ Résolution sur le conflit du Moyen-Orient

Le P.S.U. ne peut se contenter d'une résolution de pure forme, exprimant le vœu pieux d'une solution pacifique et négociée. Il a le devoir d'éclairer l'opinion publique et ses propres militants, par delà les réactions passionnelles du moment, en apportant des jugements et des propositions objectives à la fois sur le fond du problème, sur les conditions de son dépassement ultérieur et sur les modalités pratiques valables pour le présent. C'est ainsi seulement que nous pourrons éviter à l'avenir la multiplication regrettable des déclarations individuelles contradictoires et le plus souvent excessives.

Notre position générale de principe est que le règlement global de tous les problèmes en suspens dans le Moyen-Orient ne peut reposer que sur la reconnaissance simultanée des droits et des aspirations nationales du peuple Israélien et du peuple Arabe de Palestine, sur l'indépendance des Etats du Moyen-Orient, sur le développement des forces socialistes et l'éviction des intérêts impérialistes étrangers dans ces Etats.

Les conditions dans lesquelles s'est créé l'Etat d'Israël en 1947, aggravées par la politique des dirigeants Israéliens et en particulier par les agressions simultanées israéliennes et franco-britanniques de 1956 contre l'Egypte, après la nationalisation du

structures institutionnelles de l'État israélien mais aussi contre sa population tout entière.

Même si cela faisait suite à d'incessantes incursions armées feyadines sur son territoire, en adressant des menaces à la Syrie au moment où le gouvernement syrien entraînait en conflit avec les C^o pétrolières anglo-américaines, le gouvernement d'Israël a renouvelé sa politique de 1956. La mobilisation des forces armées de part et d'autre de la frontière, le retrait des casques bleus, la fermeture du golfe d'Akaba devaient alors conduire à un climat de tension propice aux exagérations nationalistes et à l'union sacrée derrière les éléments les plus activistes et les plus réactionnaires.

L'offensive d'Israël contre les pays arabes et l'occupation ou l'annexion de territoires ne constituent cependant en aucune manière une garantie de sécurité pour le peuple israélien. La poursuite des hostilités entre Israël et la Syrie a fait apparaître plus particulièrement la convergence de la politique du gouvernement israélien et des intérêts impérialistes au Moyen-Orient. Elle a renforcé le ressentiment des peuples arabes. La victoire des armées israéliennes est la victoire d'un pays économiquement avancé, situé au Moyen-Orient mais appartenant à l'Europe, contre des pays sous-développés du Tiers-Monde. Elle a été ressentie comme telle par de nombreux peuples en lutte pour leur libération.

Elle contribue à l'isolement mondial d'Israël et met gravement en cause l'avenir de son peuple.

La véritable sécurité pour le peuple israélien ne peut résulter que de l'abandon de cette politique et de son insertion dans la réalité du Moyen-Orient, condition de sa reconnaissance par les États Arabes et de son développement pacifique normal.

*
**

En attendant que soient réunies les conditions d'une véritable collaboration des forces de progrès en Israël et dans le monde arabe, contre l'ennemi impérialiste commun, il importe que soient prises les mesures conservatoires nécessaires pour amorcer un apaisement et pour empêcher le renouvellement du conflit :

- Israël doit renouveler solennellement les engagements formulés par le gouvernement israélien avant le conflit, et s'interdire tout expansionnisme, toute annexion d'une partie quelconque du territoire arabe, quels qu'en soient les prétextes économiques, militaires ou religieux ;
- les forces armées israéliennes doivent se retirer à l'intérieur de leur territoire, ce qui suppose réciproquement la garantie des frontières israéliennes par l'envoi



Henri LECLERC
(C.P.N.)



Gérard DENECKER
(C.P.N.)

d'une force de sécurité internationale de part et d'autre de cette ligne ou par tout autre moyen ;

- la discussion doit s'engager entre l'État d'Israël d'une part, l'ensemble des pays arabes et les représentants du peuple arabe de Palestine d'autre part, éventuellement sous l'égide des Nations-Unies ou par tout autre intermédiaire en vue de régler simultanément :

- les problèmes posés par la reconnaissance de l'État d'Israël et par la définition actuelle de la nationalité israélienne reposant sur une conception théocratique de l'État ;

- le problème des réfugiés arabes de Palestine et des réfugiés juifs d'Orient et d'Afrique du Nord ;

- le problème du droit des minorités arabes en Israël et des minorités juives en Afrique du Nord et en Orient ;

- le problème d'un développement régional coordonné, financé par l'ensemble des Nations-Unies, en dehors de toute ingérence impérialiste, et comportant en particulier l'utilisation des voies navigables et des ressources hydrauliques.

Nous pensons que de telles mesures sont seules capables d'assurer dans l'immédiat le rétablissement de la paix et de permettre la mise au point d'une solution durable.

Ainsi pourraient être réalisées les

conditions d'un dépassement des antagonismes nationaux, raciaux et religieux qui contribuent aujourd'hui à obscurcir le véritable conflit d'intérêts qui n'oppose pas le peuple arabe et le peuple israélien, mais les travailleurs israéliens et les travailleurs arabes aux intérêts impérialistes mondiaux. Ainsi pourrait s'ouvrir la perspective d'une vaste confédération socialiste du Moyen-Orient, dans laquelle disparaîtraient inévitablement des séparations fondées sur l'origine ethnique ou l'appartenance religieuse, ainsi que les inégalités de développement économique et social qui constituent aujourd'hui le fondement matériel du conflit.

*
**

Cependant, cette évolution à long terme ne sera possible que si l'on trouve aujourd'hui les conditions permettant d'assurer pour l'instant la coexistence israélo-arabe au Moyen-Orient. Le P.S.U. doit y contribuer, pour sa part, en liaison avec tous les partis et les courants socialistes de gauche, avec les socialistes arabes et israéliens, pour la recherche commune de solutions conformes aux intérêts de tous les peuples en cause. Le congrès demande à la direction nationale du Parti de prendre ou de poursuivre tous les contacts utiles à cet effet et de constituer au sein de la commission internationale du Parti une sous-commission spécialisée chargée des problèmes du Moyen-Orient. □

dans le parti des expériences qui permettront ensuite d'aller plus loin.

1° Le Bureau National

L'orientation politique est déterminée en fonction des débats du Congrès et de l'élection des organismes de direction. Cela est nécessaire, mais insuffisant. Le B.N. qui assure la direction effective du Parti a besoin d'un profond renouvellement dans son organisation interne.

Le B.N. est composé de 15 à 20 membres désignés en tenant compte de la diversité politique du Parti. Ses réunions ont lieu au moins une fois par quinzaine ; un compte rendu de ses délibérations sera adressé aux membres du C.P.N.

Le B.N. désigne en son sein plusieurs secrétaires chargés de tâches précises. Il désigne également en son sein les responsables des Commissions permanentes dont le rôle est d'animer, avec toutes les collaborations nécessaires, les grands secteurs d'activité du Parti, et au moins :

- la Commission économique et sociale,
- la Commission de Formation,
- la Commission de Propagande,
- la Commission internationale,
- la Commission financière (chargée non seulement de gérer les finances du Parti, mais de trouver et de mettre en œuvre les moyens dont il a besoin pour vivre),
- la Commission des problèmes féminins,
- la Commission Enseignement,
- la Commission Jeunesse,
- la Commission des publications (chargée de donner au Parti les informations dont il a en permanence besoin et de coordonner l'ensemble des publications externes).

Chaque responsable de commission est tenu, ainsi que le secrétariat, de faire périodiquement un rapport d'activité devant le C.P.N., rapport publié dans la presse intérieure du parti et dont la périodicité est fixée par le C.P.N.

2° Le Comité Politique National

Le C.P.N. doit être non seulement entre deux congrès l'organisme qui contrôle l'application de la politique arrêtée, il est aussi l'organisme qui anime les grands secteurs d'activité du Parti, qui décide des initiatives à prendre, des problèmes à étudier. Pour remplir ce double rôle, le C.P.N. devra profondément modifier ses méthodes de travail. Sans

□ Motion de la commission " Organisation "

Toute orientation décidée au Congrès, toute campagne d'action destinée à la développer resteront lettre morte si des mesures précises concernant la direction du Parti et le fonctionnement in-

terne de celui-ci ne sont pas prises en même temps. Dans le cadre des statuts actuels, le Congrès prend d'une part quelques mesures urgentes, et d'autre part décide d'organiser



On s'arrache les motions finales.

Elie Kagan

qu'il soit possible d'entrer dans les détails, il faut indiquer l'esprit des réformes indispensables. La moitié au moins de chaque session sera consacrée au travail en commissions (chaque membre du C.P.N. appartenant obligatoirement à l'une d'elles, et une seule) ; les séances plénières seront consacrées aux discussions introduites par des rapports des commissions ou du Bureau National, etc.

3° Les Congrès Nationaux

La préparation des Congrès Nationaux commencera par une consultation de l'ensemble du Parti dont le C.P.N. arrêtera les modalités (questionnaires, conférences régionales, etc.). C'est seulement au terme de ce travail exploratoire que le C.P.N. élaborera et adressera au Parti des propositions d'orientation.

4° Les Régions

Il n'est plus possible de morceler l'activité du Parti dans des Fédérations départementales souvent faibles ; des problèmes comme la formation, la politique économique et sociale, la propagande et les publications réclament pour être résolus avec efficacité, un espace, des ressources et des possibilités en encadrement qui dépassent les moyens de bien des Fédérations.

Des réunions régionales des responsables de chaque fédération, désignés par les Commissions exécutives fédérales, se tiendront régulièrement,

conformément à l'article 7 bis des statuts qui devront être appliqués dans le respect de la responsabilité politique de chaque Fédération. Un bilan des expériences sera fait au cours d'un Conseil national ultérieur, en vue du prochain Congrès.

Chaque commission régionale désigne un camarade, si possible membre du C.P.N., pour animer son activité et assurer la liaison avec le plan national.

5° Des structures pour la jeunesse

La campagne législative a amené un flot d'adhésions au P.S.U. Celles-ci sont en majorité des adhésions de jeunes dont beaucoup sont de jeunes lycéens ou de jeunes travailleurs. Le Parti doit donc attacher une importance particulière à cet accueil des jeunes.

La Commission Jeunesse du C.P.N., à partir des expériences en cours, est chargée d'étudier les formes de travail adaptées à ce besoin. Le C.P.N. prendra les décisions nécessaires. □

COMMISSION DES COMPTES

Blineau (Somme), Degorce (Yvelines), Duquesne (Paris), Fauvel (Ille-et-Vilaine), Léger (Seine-St-Denis), Pouplard (Seine-St-Denis), Thériau (Paris).

□ Déclaration des membres de la minorité

Le Congrès du P.S.U. a rejeté les propositions qui lui étaient faites : c'est une décision d'une extrême gravité.

Quand, face au gaullisme triomphant, le P.S.U. s'est constitué, la gauche apparaissait plus que jamais impuissante et divisée. Par ses initiatives, notamment à l'époque de la guerre d'Algérie, par son travail de réflexion, le P.S.U. a contribué au réveil de cette gauche, à l'amorce de son renouvellement et de la reconstitution de son unité. Longtemps les progrès ont été lents et comme imperceptibles. Et voici que depuis deux ans de grands changements sont intervenus : les pas importants qu'on n'osait espérer depuis quelques années ont été accomplis dans la voie de l'unité politique, le regroupement de forces nouvelles avec d'anciennes organisations s'est opéré au sein de la F.G.D.S. ; aujourd'hui se dessine la possibilité d'une solution de rechange à gauche.

De ces changements les nouveaux dirigeants ne tiennent aucun compte. Ils n'ont pas cru au succès du candidat unique de la gauche lors des présidentielles et n'ont pas craint à l'époque de proposer au P.S.U. de se dresser contre ce candidat. Ils n'ont pas cru à la réussite de la constitution de la F.G.D.S., ni ensuite à la consolidation de cette organisation. Ils n'ont pas cru à la possibilité d'accords de la gauche pour les législatives ni à leur application loyale ni au succès de ces accords devant les électeurs.

En fait, ils ne croient pas à l'unité de la gauche, au succès d'une prochaine expérience de gauche. Nous voulons, nous, tout faire pour le succès de cette expérience, nous voulons qu'elle soit la plus proche possible. Le désaccord ne porte donc pas seulement sur notre proposition de chercher une formule d'association avec la F.G.D.S. Le désaccord est profond : il porte sur la conception même de l'action politique.

Nous pensons, quant à nous, qu'aucune proposition, aucune initiative ne vaut indépendamment du mouvement réel des forces sociales et des organisations qui sont leur expression politique. Or, la dynamique actuelle est celle de l'unité qui traduit l'aspiration des travailleurs à une active solidarité de classe face au gaullisme et au néo-capitalisme, et la volonté de préparer en commun une solution de rechange de conception socialiste. Aucune stratégie n'est valable qui se place en dehors de cette réalité.

C'est pourquoi nous avons proposé non pas, comme on l'a prétendu, de

dissoudre le P.S.U. dans la F.G.D.S., mais bien de préparer un accord d'association avec cette dernière, qui permettrait au P.S.U. de participer effectivement à la mise au point du programme commun, de hâter les évolutions positives chez les Fédérés et d'accroître l'influence du Parti en l'introduisant dans le jeu politique réel. On ne fait pas avancer la cause du socialisme en s'isolant des forces populaires qui seules en permettront le succès. Or ces forces sont, pour l'essentiel, influencées aujourd'hui par le P.C.F. et la F.G.D.S. et nous devons donc, comme nous avons su le faire dans le passé, nous mettre en rapports d'alliance et de contestation permanente avec ces organisations. Concrètement, dans la situation présente, cela signifie participer — sous une forme originale — au regroupement qui est seul en position d'avoir un dialogue véritable avec les Communistes.

On ne peut à la fois affirmer que trop de choses nous séparent de ce regroupement et maintenir l'appareil de nos élus ou envisager à l'avenir des alliances électorales qui ne reposeraient sur aucune base politique.

Aujourd'hui, par la juxtaposition de conceptions technocratiques et de thèses révolutionnaristes mécaniquement appliquées aux sociétés industrielles, le P.S.U. risque de se transformer en une secte ou coalition de sectes coupées de la réalité politique et des véritables préoccupations des masses populaires.

C'est pourquoi les partisans de notre courant ne sauraient prendre la responsabilité de la politique qui va être désormais suivie. Ses représentants au C.P.N. exerceront les fonctions de contrôle qui leur incombent. Aucun d'entre eux ne participera au bureau national. Aucun membre du bureau national sortant, signataire du texte I ne sera candidat au C.P.N.

Parce que l'unité de toute la gauche est en marche, inévitablement le courant de renouveau que nous représentons se renforcera.

Nous appelons donc solennellement tous les partisans de notre politique à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, à œuvrer en fonction de cet objectif. □

COMMISSION DES CONFLITS

Bresler (Paris), Dard (Gard), Delhon (Hérault), Gomes (Corrèze), Gruber (Hauts-de-Seine), Joublot (Paris), Leclerc (Nord), Planche (Paris), Marchand (Hte-Marne).


Éditorial

Pour la victoire de toute la Gauche

Michel ROCARD

Le renouvellement de la Gauche est aussi indispensable à la victoire commune que l'unité. C'est ce que le Parti Socialiste Unifié a toujours proclamé depuis sa fondation. C'est ce qu'il vient de confirmer par plus des deux tiers des mandats à son dernier congrès.

Et cependant, que d'interprétations incongrues, ou franchement erronées, à propos de ce cinquième congrès. Certains interlocuteurs se sont fait de notre parti une image à leur convenance, pour ensuite la pourfendre ou plus rarement l'exalter. Les choses sont simples cependant, et guère dramatiques.

Une seule question était posée au Parti : doit-il aujourd'hui s'associer à la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste ? La réponse du Parti fut non, et les débats du Congrès ont montré qu'une des raisons de cette réponse est que la question était mal posée.

La vraie question qui se pose actuellement est celle-ci : comment assurer la victoire prochaine de la gauche et assurer en même temps l'efficacité, la durée et le succès de son prochain gouvernement ?

On pouvait répondre : en liant plus étroitement entre elles les formations de gauche, et notamment celles dont les députés sont apparentés au sein du même groupe parlementaire, c'est-à-dire la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et le Parti Socialiste Unifié. Cette réponse, le P.S.U. l'a rejetée.

Sa réponse, aujourd'hui, la voici. Il est nécessaire que la gauche soit victorieuse dès les prochaines échéances, car si la droite s'implante au pouvoir et dans le pays après le départ du général de Gaulle, c'en est fait pour longtemps des espérances de la gauche.

Mais si la victoire est nécessaire, elle n'en est pas plus facile. Au premier tour des dernières élections, la gauche n'avait recueilli que 43,5% des suffrages exprimés, soit un pour cent de moins qu'en 1962. La pente n'est donc pas ascendante, et nous sommes plus forts au sud de la Loire qu'au Nord, ce qui veut dire que la concentration urbaine et le temps jouent contre nous.

Dans ces conditions, une conclusion s'impose, évidente et redoutable : la gauche a besoin, pour remporter la victoire, de se rallier plus de 5% d'électeurs nouveaux, ce qui est énorme. Il y faut un changement qualitatif de ses programmes, de ses méthodes, de ses hommes. La gauche ne pourra gagner que si elle inspire confiance. Car il ne s'agit en effet que de ramener à la gauche des électeurs populaires qui votent gaulliste par crainte de voir revenir l'incurie de la Quatrième République.

Or, pour donner confiance, il ne suffit pas d'apparaître comme de bons gestionnaires tranquilles. La France connaît et connaîtra bien davantage encore des difficultés graves. Ses charbonnages, ses mines de fer, ses usines sidérurgiques, ses chantiers navals, son textile naturel sont en pleine crise, qu'un patronat incapable et un Etat imprévoyant n'ont su ni prévoir ni prévenir. Le chômage se répand, provoqué sous le prétexte d'une vaine poursuite de la stabilité monétaire. La population de nos villes va doubler en trente ans, mais on ne sait ni financer ni gérer cette gigantesque mutation. Notre agriculture appelle un bouleversement profond de structures pour pouvoir ne pas étouffer devant le libre échange qui la guette dans quelques années.

A tous ces problèmes, il faut non seulement des solutions neuves, ce

qui est déjà difficile, mais des solutions socialistes. Cela veut dire des solutions qui imposent l'intérêt général à l'intérêt particulier, au besoin par l'expropriation et la nationalisation, des solutions qui comportent la plus grande décentralisation possible de la gestion pour assurer à la fois plus de démocratie et plus d'efficacité, enfin des solutions qui limitent puis redressent les inégalités sociales souvent scandaleuses qui caractérisent ce pays. Cela veut dire aussi des solutions précises, efficaces, éprouvées. Tels sont les traits de ce que nous avons appelé l'alternative socialiste.

Le P.S.U. tout entier, unanime sur ce point fondamental, est convaincu qu'il n'y a pas de succès possible du prochain gouvernement de gauche si ses objectifs ne sont pas de cette nature, et s'ils se limitent à restaurer la démocratie parlementaire et à faire une politique sociale généreuse sans en avoir assuré les conditions économiques.

Dans ces conditions, que faire ?

Si notre programme est plus actuel et plus précis, plus ambitieux aussi sur bien des points, que ceux du P.C. et de la F.G.D.S., nous n'avons jamais dit pour autant qu'il était ni parfait ni même terminé. Ce n'est pas pour le crier tout seuls dans le désert qu'il nous a paru nécessaire de préserver l'autonomie organique du Parti.

Que faire ? Mais rien d'autre que ceci : associer l'opinion tout entière, par le canal du mouvement syndical comme des mouvements de jeunesse, des conseils de résidents, des associations d'éducation populaire, etc., comme par le canal direct des réunions publiques et de la presse, à la définition des solutions nouvelles nécessaires à ce pays.

Depuis Grenoble, tout le monde à gauche est conscient que le prochain gouvernement jouera son succès sur sa politique monétaire. Nous y avons contribué, même si les moyens avancés sont encore sujets à discussion. Depuis l'automne dernier, tous les milieux influents de ce pays se sentent concernés par le problème de savoir s'il faut, et comment, décoloniser la province. Nous y avons contribué : c'est la bonne manière d'ouvrir le dialogue, d'enrichir la plate-forme de la gauche en l'appuyant sur le combat des nouvelles

élites régionales que sont les militants syndicalistes et politiques.

La décision de notre Congrès : c'est de se donner les moyens, cette fois en tant que parti et sous le contrôle démocratique de la base, de continuer à augmenter de la sorte l'audience de la gauche, la confiance populaire dont elle peut bénéficier, et la précision comme l'ambition de ses objectifs. Qu'il s'agisse aujourd'hui du drame agricole, de la conversion de la Lorraine, de la crise qui se profile dans l'automobile ou des solutions nécessaires pour loger les Français, c'est en fournissant aux travailleurs ou aux mal-logés qui défendent leurs intérêts les moyens de se battre autour de revendications précises et constructives que l'on mérite leur confiance et que l'on améliore le programme commun de la gauche.

Nous pensons que les discussions autour de tapis verts n'y suffisent pas, et que le programme commun pourtant nécessaire ne peut être aujourd'hui que le minimum commun des programmes, c'est-à-dire pas assez.

Nous avons décidé de conserver la liberté d'expression nécessaire pour apporter constamment des matériaux nouveaux à l'édifice du programme commun.

Nous disons aussi à nos partenaires de la gauche, et notamment à la F.G.D.S., que ce travail nous le jugeons nécessaire à la victoire commune, qu'il n'est donc pas à leur endroit une agression mais bien au contraire le moyen d'améliorer le dialogue entre nous et surtout de l'étendre à travers tout le pays.

Ce dialogue, cette élaboration permanente des objectifs de la gauche à partir du combat des militants à la base, ne doit pas concerner que les objectifs, mais aussi les alliances. La gauche tout entière n'inspirera confiance au pays que si elle a, à travers tout le pays, les mêmes alliances politiques et sociales, au niveau national comme au niveau local.

La victoire *commune* est à ce prix. Nous ne nous battons que pour elle. La question de l'organisation commune n'est pas aujourd'hui importante. L'important aujourd'hui, c'est que tous les Français comprennent que la gauche n'a pas d'autre tâche que de leur préparer et de leur proposer un avenir digne d'eux. □